

Pour une retraite juste

Voter pour un ou une candidat.e estampillé.e majorité présidentielle, c'est voter pour la retraite à 65 ans.

On voit bien que la macronie préfère éluder cette question. Tout simplement parce que le report de l'âge de départ à la retraite ne se justifie aucunement d'un point de vue économique. Il s'agit d'une mesure purement idéologique.

S'ils ont pu éluder le débat pour la campagne de la Présidentielle, ils ne pourront pas le faire pour celles des Législatives.

En préalable, il faut rappeler que la pérennité du système de retraite n'est menacée ni à court terme, ni à long terme.

Les dernières projections du Conseil d'Orientation des Retraites (COR), qui fait autorité en la matière, ne justifient aucunement un report de l'âge de départ.

Le déficit du système de retraite s'est fortement creusé en 2020, mais pour des raisons conjoncturelles. Le déficit de 18 milliards d'euros, (0,8% du PIB) devrait très rapidement revenir à 4,7 milliards soit moins de 0,2% du PIB.

Aucun dérapage des dépenses n'est envisagé et la part des dépenses de retraites devrait se stabiliser aux alentours de 14% du PIB.

Faut-il pour autant ne rien faire ? Non. En effet, si le report de l'âge ne se justifie pas, il n'en demeure pas moins que le système de retraite reste encore trop injuste et mérite d'être réformé. C'est sur la question des inégalités que doit porter le débat : le problème des retraites est d'abord un problème de justice avant d'être un problème financier.

Un homme, cadre de 35 ans, peut espérer vivre 6,4 ans de plus qu'un

LA RETRAITE MINIMUM
À 1400€
POUR UNE **CARRIÈRE COMPLÈTE**
**POUR LES SOCIALISTES,
C'EST OUI !**

Pour plus de justice dans notre système

homme, ouvrier, et 15,9 ans de plus qu'un inactif ; ces écarts sont de 3,2 ans et 5,4 ans pour les femmes. Selon les chiffres de l'Observatoire des inégalités, l'espérance de vie en bonne santé des cadres est plus élevée de dix ans que celle des ouvriers ! Ainsi, le système bénéficie bien plus aux salariés les plus aisés qu'à ceux des classes populaires.

Pour corriger cette injustice, la loi du 20 janvier 2014 instituait le compte pénibilité permettant aux salarié.e.s qui avaient effectué des métiers pénibles de partir plus tôt à la retraite et incitait les employeurs à améliorer les conditions de travail.

À peine élu, le 22 septembre 2017, Emmanuel Macron fit passer une ordonnance, pour vider ce compte de sa substance en retirant les principaux facteurs de pénibilité que sont le port de charges lourdes, les postures pénibles, les vibrations mécaniques et l'exposition aux produits chimiques. Ce qui, de fait, excluait du compte pénibilité l'essentiel des salariés du BTP, une bonne partie de ceux de l'industrie, des caissières et des manutentionnaires de la logistique et de la distribution.

Une victoire de la Gauche unie aux Législatives se traduirait donc, dans un premier temps, par le rétablissement des quatre facteurs de pénibilité pour apporter plus de justice dans le système des retraites.

**CAP
FINISTÈRE**
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 19/05/2022

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Le racisme tue

La théorie du grand remplacement tue. Il faut le dire et le répéter : le grand remplacement n'est qu'une théorie fumeuse qui ne repose sur aucune réalité scientifique ou démographique. Il ne s'agit que d'une imposture destinée à justifier le racisme le plus primaire.

Cette théorie est particulièrement perverse et dangereuse. Elle permet aux suprémacistes blancs de se faire passer pour des victimes. Et à force d'entendre dire que des forces occultes cherchent à « remplacer » les populations, certains, se croyant en guerre, prennent les armes et assassinent.

Ce qui vient de se passer à Buffalo trouve son origine dans les cercles de l'Extrême-droite qui colportent cette théorie. Pour la Gauche, la bataille culturelle consiste à démontrer que l'avenir de l'humanité passe par le métissage, les échanges culturels et certainement pas par la confrontation et l'affrontement.

PS29

Répondre à l'urgence sociale

C'est une campagne placée sous le signe de l'unité et de la solidarité que vient d'engager Nathalie Sarrabezolles, dans la 5^e circonscription du Finistère. Et c'est au cœur de ce territoire, qui s'étend du Relecq-Kerhuon au Pays des Abers, à Landerneau, qu'elle en a donné le coup d'envoi.



À Landerneau, le 12 mai

Conseillère départementale du canton de Guipavas, Nathalie Sarrabezolles préside la *Commission COTER* au comité des régions d'Europe. **« Cette commission s'occupe, du budget, de la politique des transports, de la cohésion sociale et de la réparation des fonds européens »,** explique l'ancienne présidente du Conseil départemental.

Candidate socialiste, elle portera les couleurs de la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale (NUPES). Elle était d'ailleurs entourée, pour sa conférence de presse de lancement de campagne, des candidats presentis des autres formations de la NUPES, Insoumis, Communistes et Écologistes, qui se sont clairement désistés pour se ranger derrière elle.

Car l'enjeu est de taille : il s'agit de faire gagner une majorité de Gauche pour mettre fin au pouvoir sans partage de la macronie à un moment où la société est plus fracturée que jamais. Nous vivons dans un pays riche où 14% de la population vit sous le seuil de pauvreté : un enfant sur cinq naît dans une famille pauvre. **« Et la situation s'aggrave, comme on a pu le voir avec des jeunes obligés d'avoir recours aux distributions des associations caritatives pour se nourrir »,** a souligné Nathalie Sarrabezolles.

Dans le même temps, le dérèglement climatique exige des mesures d'autant

plus ambitieuses, que la majorité sortante a fait preuve d'une grande légèreté sur cette question. Dans la foulée de la COP21 on aurait pu espérer que notre pays reste leader en la matière. Mais la dynamique s'est essouffée et, pire, la France a été rappelée à l'ordre par la Commission européenne pour son manque d'ambition.

Nathalie Sarrabezolles veut donc rompre avec l'atonie de la majorité sortante et être une députée active. **« Il faut une majorité de Gauche pour répondre aux urgences sociales, écologiques et démocratiques. »**

« Le quinquennat qui s'achève a été placé sous le signe de la procrastination. »

En effet, le quinquennat qui s'achève a plutôt été placé sous le signe de la procrastination. **« Avec d'autres présidents de Conseils départementaux, nous portons le projet d'une expérimentation d'un revenu de base. Or, les ministres et les députés à qui nous présentions cette proposition nous répondaient "Attendez un peu, nous, nous avons en préparation le RUA (Revenu Universel d'Activité) qui sera encore mieux que votre revenu de base". Et finalement, le quinquennat s'est achevé, sans revenu de base, ni RUA »,** a déploré la candidate.

« La priorité sera l'augmentation du SMIC à 1 400 euros net et la convocation d'une convention salariale », a-t-elle insisté. **« Et surtout un refus déterminé de faire passer l'âge de départ à la retraite à 65 ans. »**



La Gauche unie derrière Nathalie Sarrabezolles

Législatrice, la candidate entend aussi être la porte-parole des habitants et

des forces vives de sa circonscription. **« Nous avons ici des enjeux particuliers, notamment autour de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Mais aussi du tourisme et nous devons aider les professionnels à le rendre plus durable. »**

La candidate place également la question de l'accès au logement au cœur de ses priorités. Il faut rompre le cercle vicieux que provoque la hausse du coût du logement : les ménages les plus modestes ne peuvent plus vivre là où ils travaillent et deviennent, par conséquent, dépendants de leur voiture et subissent donc de plein fouet les hausses des prix des carburants.

La Gauche unie peut remporter cette circonscription, longtemps bastion de la Droite chiraquienne, jusqu'à l'élection de la socialiste Chantal Guittet, en 2012, qui a démontré qu'aucune citadelle n'est imprenable. Si elle reste la circonscription qui vote le plus à Droite dans le Finistère, Valérie Pécresse n'y recueille que 5,22% des voix. Cette candidature d'union de la Gauche peut rassembler les suffrages de toutes celles et tous ceux qui refusent un second quinquennat sans contre-pouvoir, qui se traduirait, notamment, par le recul de l'âge de départ à la retraite à 65 ans.

Comité de soutien



Andrew Lincoln préside le comité de soutien de Nathalie Sarrabezolles qui rassemblera des personnalités du monde politique, économique, syndical, associatif, culturel et sportif.

Contact :

legislatives5emecirco@gmail.com

LGBTI : Passer de l'égalité en droits à l'égalité en faits

La lutte contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie, c'est toute l'année. Cependant, le 17 mai est l'occasion de mettre en lumière les discriminations ou les préjugés afin de les faire reculer.

La Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH) a symboliquement choisi cette journée internationale pour publier un rapport dans lequel elle analyse les discriminations dans neuf domaines de la vie : l'école, l'enseignement supérieur, le travail, le sport, la culture et l'audiovisuel, la santé, l'accès à la justice et la privation de liberté, l'asile et l'immigration et la diplomatie. Elle formule près de 100 recommandations afin que l'égalité en droits devienne une réalité concrète pour les personnes LGBTI.

Depuis une vingtaine d'années, notamment sous l'impulsion de la législation européenne, de nouveaux outils juridiques ont été élaborés pour sanctionner les discriminations et les violences à l'encontre des personnes, en raison de leur genre ou de leur orientation sexuelle.

Pour autant, des obstacles au respect des droits humains demeurent. Ainsi, à titre d'exemple, les couples LGBTI rencontrent toujours des difficultés pour adopter ou pour faire reconnaître le lien de filiation avec leur enfant ; si les thérapies de conversion viennent d'être interdites, des opérations chirurgicales sur les enfants intersexes continuent d'être pratiquées et les personnes LGBTI subissent toujours des discriminations et violences dans leur vie quotidienne.

Selon une enquête réalisée par la CNCDH, la tolérance envers les personnes LGBTI s'est considérablement

accrue depuis les années 60. Cependant, cette tolérance ne signifie pas encore acceptation ou intégration mais seulement normalisation.

Si 85% des personnes hétérosexuelles interrogées considèrent que l'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité, 40% pensent qu'aujourd'hui on en fait un peu trop pour ces minorités.

Plus de 50% d'entre elles considèrent encore que l'homosexualité est « un choix ». Or, la prévalence de ce préjugé du « choix » peut justifier des comportements discriminatoires à l'égard des personnes LGBTI.

L'acceptation n'est en outre pas la même envers toutes les minorités LGBTI : 33% des personnes hétérosexuelles considèrent qu'un enfant transgenre doit être soigné ; les personnes interrogées sont plus gênées par des hommes qui s'embrassent que par deux femmes qui s'embrassent.

Contrairement aux idées reçues, l'enquête révèle que l'âge, le lieu de vie, le niveau de diplôme ont peu d'impact sur l'acceptation des personnes LGBTI.

ORIENTATION SEXUELLE,
IDENTITÉ DE GENRE
ET INTERSEXUATION :
DE L'ÉGALITÉ À L'EFFECTIVITÉ
DES DROITS



Un rapport contre les discriminations

Il n'est plus temps de temporiser

C'est clairement un encouragement à l'union de la Gauche et des écologistes que vient de formuler la FSU Bretagne à travers un courrier adressé aux partis qui composent la Nouvelle Union Populaire, Écologique et Sociale (NUPES) et au NPA.

Cette adresse de la Fédération Syndicale unitaire aux partis de Gauche s'inscrit dans le combat que mène depuis toujours le syndicat. **« À travers nos luttes, nous portons le projet d'une société plus solidaire et plus accueillante, contre toute forme de racisme, de discrimination et de domination, et pour une planification écologique, relevant les défis humains et environnementaux posés par le réchauffement climatique et les menaces d'effondrement de la biodiversité. »**

Aujourd'hui, la FSU s'adresse aux organisations politiques de Gauche, pour en appeler à leur responsabilité. **« Les politiques "disruptives" d'Emmanuel Macron ont parachevé ce tableau et engendré les violences qui ont émaillé le quinquennat. Le résultat de l'élection présidentielle atteste du niveau de colère et de désespérance dans notre pays. »**



Pour une société plus solidaire

La FSU Bretagne ne veut pas s'immiscer dans les discussions entre les formations politiques, engagées dans la campagne législative. Cependant, compte tenu de l'état de la France, elle estime de sa responsabilité d'en appeler à eux pour que les cinq années à venir ne soient pas perdues et n'accroissent pas davantage les fracturations de la société.

« La FSU appelle chacun.e à tout faire afin que nos concitoyen.ne.s et toutes celles et ceux qui vivent dans notre pays n'aient pas à subir encore cinq années de politique régressive et antisociale. La poursuite de ces politiques de destruction des acquis sociaux ne pourra que renforcer davantage l'implantation du discours d'Extrême-droite dans l'opinion. Pour la cohésion du pays, la justice sociale, le climat, il n'est plus temps de temporiser ! »

12 juin
Premier tour des
Législatives.

19 juin
Second tour des
Législatives.

Pour une UE plus démocratique

Alors que la question européenne revient sur le devant de la scène, la publication des conclusions de la réflexion citoyenne pour l'avenir de l'Europe, présentées à la date très symbolique du 9 mai, constitue un événement important : elle démontre qu'une révision des traités devient urgente.

« **A**près un démarrage difficile, cette innovation démocratique ayant abouti à 49 propositions et 300 mesures dans tous les champs d'interventions de l'UE, fera date. Pour les rendre concrètes, une révision des traités s'impose », a en effet commenté l'eurodéputée socialiste, Nora Mebarek.

« Mais le vrai succès de la Conférence repose sur un constat implacable : qui osera dorénavant écarter la parole citoyenne du débat européen ? Un pari réussi... et non des moindres ! »

Que dit la conférence sur l'avenir de l'Europe ? Elle avance 49 propositions qui se déclinent en 300 mesures concrètes pour les mettre en œuvre.

Ces propositions sont le fruit d'une longue réflexion qui vise à renforcer la construction européenne et l'adhésion des citoyens à son projet. Il ressort de ce travail que les Européens ne se satisfont pas de l'UE telle qu'elle fonctionne actuellement. En effet, à travers toutes les propositions avancées, on peut déterminer comme ligne directrice une volonté de démocratiser les institutions européennes et de mieux prendre en compte les aspirations des citoyens. Loin de la caricature des nationalistes eurosceptiques, les citoyens européens veulent franchir un nouveau cap dans l'intégration européenne, persuadés qu'ils sont que, dans un monde de grandes puissances parfois hostiles aux valeurs de l'UE, seule l'échelle continentale peut permettre aux Européens d'affirmer leur souveraineté et de promouvoir un modèle économique, social et environnemental original.

On retrouve cette volonté dans toute une série de propositions visant à promouvoir l'indépendance de l'UE dans les domaines de l'énergie ou de l'agriculture. Mais aussi, bien sûr, dans le domaine militaire et numérique puisque l'agression de l'Ukraine par la Russie est intervenue pendant les travaux de cette conférence.

Le débat autour de l'efficacité de l'action européenne a notamment conduit la conférence à



se prononcer en faveur de la règle de la majorité qualifiée et non de l'unanimité. Une des propositions consiste à « réexaminer les règles relatives à la prise de décision et au vote des institutions européennes. La question du vote à l'unanimité mérite une attention particulière, car il rend très difficile tout accord. (...) Toutes les décisions actuellement prises à l'unanimité devraient, à l'avenir, être prises à la majorité qualifiée ».

Pour les eurodéputés socialistes français, les conclusions de cette conférence sont « un encouragement à renouer et amplifier les contacts avec la société civile, à l'image des réunions régulières sous l'égide du "caucus de la famille progressiste". Car à présent il faudra se battre de concert pour que le résultat de cette entreprise ne reste pas lettre morte. » En effet, la détermination et l'enthousiasme des propositions formulées sont loin de faire l'unanimité au sein du Parlement européen. Les représentants de la Droite conservatrice et de l'Extrême-droite sont logiquement contre les avancées proposées. La Droite « pro-européenne » quoi qu'elle en dise, reste attachée à une forme de statu quo et est partagée. Et même les centristes et libéraux, paraissent réticents à porter les propositions sociales et environnementales.

Quel sera donc l'avenir des propositions de la conférence citoyenne ? Le même que celui de la convention citoyenne pour le climat, en France ?

« Emmanuel Macron, qui a pris la parole à Strasbourg, en tant que président du Conseil de l'UE, a soutenu un certain nombre des propositions, notamment dans le champ institutionnel (réouverture des traités, droit d'initiative du PE, fin de l'unanimité au Conseil dans les principaux domaines où elle prévaut encore : fiscalité, diplomatie, défense) », ont noté les eurodéputés socialistes.

« Cette "fin" de la Conférence n'est donc en réalité que le début et il reste bien du travail pour matérialiser toutes les promesses en germe, en veillant à ne surtout pas perdre l'élan initial. »

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1394 - Vendredi 20 mai 2022
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication :
Yves FORMENTIN-MORY
Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année
Adhérents : 25 euros
Non adhérents : 35 euros

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS

